



## Hillary Clinton ne serait-elle qu'un « fusible » Pour les agences de renseignement et leurs patrons aux poches pleines?

Par [Mike Whitney](#)

Mondialisation.ca, 24 novembre 2017  
[UNZ Review](#) 9 novembre 2017

Région : [États-Unis](#), [Russie et CEI](#)  
Thème: [Désinformation médiatique](#),  
[Services de renseignements](#)  
Analyses: [Élections USA](#)

Pendant près d'un an, Hillary Clinton a caché que son bureau de campagne et le Comité national démocrate (DNC) avaient fourni des fonds pour le fameux dossier disant que Trump avait comploté avec la Russie pour gagner l'élection présidentielle de 2016. Puis, il y a deux semaines, le *Washington Post* a publié un article phare qui prouvait que Clinton avait induit le public en erreur sur le rôle de son bureau de campagne dans la production du rapport. Voici un extrait de l'article du *Post*.

“Le bureau de campagne d'Hillary Clinton et le Comité national démocrate ont financé une enquête ayant abouti à un dossier, désormais célèbre, contenant des allégations de relations entre le président Trump et la Russie et une possible coordination entre son bureau de campagne et le Kremlin, selon des sources familières avec le sujet.”

Suite à la publication de l'article, Mme Clinton ne s'est pas montrée pendant plus d'une semaine, qu'elle a mise à profit pour se coordonner avec ses conseillers politiques et définir une stratégie de gestion de la crise. Mercredi, elle a refait surface au *Daily Show* où elle a été traitée avec grande douceur ; aucune question difficile n'a été posée et elle a eu beaucoup de temps pour réciter ses réponses toutes faites, sans avoir été mise à défi. Naturellement, elle a minimisé son rôle dans cette enquête sur le « *piratage - collusion* » qui a occupé les deux Chambres du Congrès, impliqué les principaux organismes d'application de la loi et de renseignements du pays et approfondi les divisions entre Washington et Moscou. Voici une partie de ce qu'Hillary a déclaré dans l'interview :

“Quand Trump a obtenu la nomination du Parti républicain, les gens y 'travaillant' (à rassembler les informations brutes pour le dossier) sont venus voir mon avocat de campagne, et lui ont dit, voulez-vous que nous continuions ce travail. Il a répondu oui. C'est un avocat expérimenté et il connaît la loi. Il sait ce qu'est une recherche sur l'opposant. Cela fait partie de ce qui se passe dans une campagne où vous recevez de l'information, qui peut être ou ne pas être utile, et vous vous assurez que tout ce que vous répercutez dans l'arène publique est exact. Donc, cette chose n'est apparue qu'après l'élection et est encore en cours d'évaluation.”

On n'a pas demandé à Clinton pourquoi son bureau de campagne essayait de dissimuler son

rôle dans le financement du dossier ou si elle ressentait des remords pour la façon dont les accusations de piratage russes avaient dégénéré en quatre enquêtes majeures sur Capitol Hill. On ne lui a même pas demandé de commenter les motivations des personnes qui ont continué à financer le dossier après que le DNC eut résilié le contrat en novembre 2016. Ne se doutait-elle pas que ces nouveaux financiers pourraient avoir des objectifs plus néfastes, après tout, pour poursuivre une campagne de dénigrement après la fin des élections, à moins, bien sûr, d'espérer infliger encore plus de dégâts aux deux cibles principales, Trump et la Russie ? Hillary ne se l'est-elle pas imaginé ?

Techniquement parlant, Clinton avait raison, c'était juste une enquête sur l'opposant, ce qui, dans le langage politique, signifie « *fouiller le linge sale concernant son adversaire* ». Et, oui, c'est parfaitement légal. Mais le dossier Trump était beaucoup plus que cela. Il a été présenté comme le travail de professionnels du renseignement n'étant rattachés à aucune organisation politique. Si le public avait su que le dossier était financé par la campagne de Clinton, il aurait su qu'il s'agissait d'une pièce à conviction « *malveillante et diffamatoire* » visant à améliorer les chances de victoire de Clinton.

Et quand Hillary dit que le dossier n'a pas été publié avant les élections, ce n'est certainement pas faute d'avoir essayé. Ses collègues ont fait tous les efforts possibles pour le faire passer auprès de leurs amis dans les médias avant le scrutin, mais tous ont reculé. Le rapport était simplement trop lugubre et tiré par les cheveux pour être crédible. (En octobre, quelques semaines avant les élections, l'ancien agent du MI6, Christopher Steele, auteur du dossier, a rencontré des journalistes du *New York Times*, du *Washington Post* et de *Yahoo News*).

Les dirigeants démocrates ne se sont pas fait des amis dans les médias en dissimulant leur soutien au dossier. Selon un article de *The Hill* :

“La correspondante à la Maison-Blanche du *New York Times*, Maggie Haberman, et le journaliste Kenneth Vogel en veulent au bureau de campagne d'Hillary Clinton et au Comité national démocrate (DNC), affirmant qu'ils ont menti sur le financement du soi-disant dossier Trump...”

“Les gens impliqués dans le financement ont menti à ce sujet, et avec continuité, pendant un an”, a tweeté Haberman à ses plus de 650 000 abonnés.

Le journaliste du *NYT*, Kenneth Vogel, a commenté sur Twitter : “*Quand j'ai essayé de raconter cette histoire, l'avocat du bureau de campagne de Clinton @marceelias a riposté vigoureusement en disant : 'Vous (ou vos sources) avez tort'.*” Marc Elias est l'avocat du bureau de campagne de Clinton. (“*Les journalistes du New York Times en veulent aux Démocrates du dossier Trump*”, *The Hill*).

Manifestement, Clinton ne voulait pas que le peuple américain connaisse les vraies origines du dossier, de peur que ses conclusions soient considérées comme politiquement motivées et peu fiables. Alors ils ont menti, et en mentant, ils ont contribué à alimenter l'hystérie anti-Russie qui a balayé le pays, sabotant ainsi toute chance de rapprochement entre les deux superpuissances nucléaires.

Mais pourquoi ? Pourquoi Hillary persiste-t-elle avec cette histoire de « *piratage-collusion* » alors qu'elle a déjà perdu l'élection et n'a rien à gagner en diffamant Trump ?

Ce n'est pas une question à laquelle on peut répondre facilement, mais je soupçonne que cela a moins à voir avec les ambitions présidentielles d'Hillary qu'avec la façon dont sa campagne a trouvé une cause commune avec les puissants membres de la communauté du renseignement qui ont voulu récupérer cette histoire pour alimenter leur propre stratégie géopolitique d'isolement, de punition et de diabolisation de la Russie. *"Interférence russe"* est devenu le cri de ralliement parfait pour la campagne de manipulation des esprits par la CIA, campagne destinée à désinformer l'opinion publique au sujet de *"l'agression russe"* et à freiner les plans de Trump de normalisation des relations avec Moscou. Le fait que la CIA ait créé un récit crédible essentiellement à partir d'extraits de ce dossier notoire a laissé Hillary sans autre option que de suivre leur jeu, même après que les votes aient été comptés. En conséquence, Clinton est devenue le « *fusible* » dans une campagne de propagande menée par l'État profond, campagne dont elle n'est que partiellement responsable. Voici un petit aperçu de l'article *"à lire absolument"* de Joe Lauria *"L'argent Démocrate dans l'ombre du Russia-gate"* :

"... le dossier Steele a été partagé avec le FBI à un moment donné au cours de l'été 2016 et est apparemment devenu un alibi pour le FBI afin d'obtenir des mandats ciblant des membres du bureau de campagne de Trump, en s'appuyant sur la Loi de surveillance des renseignements étrangers. Plus alarmant, ce dossier a pu constituer la base d'une grande partie de l'évaluation du 6 janvier par ces analystes "triés sur le volet", venant de trois agences de renseignement américaines - la CIA, le FBI et la NSA - et non pas des 17 agences, comme Hillary Clinton continue de le prétendre (...)

Si, en fait, les notes de service de Steele formaient la base principale des accusations de collusion entre la Russie et Trump, il se peut alors qu'il n'y ait aucune preuve crédible."(Consortium News)

Donc *"les notes de Steele formaient-elles effectivement la base principale des accusations de collusion entre la Russie et Trump"* ? Telle est la question centrale qui reste largement sans réponse. Comme le note Lauria, le FBI a effectivement utilisé ce dossier « *salace et non vérifié* » pour obtenir au moins un mandat de la FISA. Tiré de *The Hill* :

"Le FBI a utilisé le dossier alléguant de liens entre les Russes et des membres du bureau de campagne du président Trump pour aider à convaincre un juge d'accorder un mandat de surveillance afin d'espionner l'ancien aide de campagne, Carter Page, selon CNN."

Le directeur du FBI, James Comey, a cité ce dossier lors de briefings avec les législateurs, ces dernières semaines, comme étant l'une des sources d'information utilisées par son bureau pour renforcer son enquête, ont déclaré à CNN des officiels américains au courant de l'enquête. » (*"FBI used Trump dossier to help get warrant to monitor ex-aide : report"*, *The Hill*)

L'article montre que le principal organisme d'application de la loi du pays a utilisé des extraits d'un rapport discrédité de « *renseignements bruts* », payé par la DNC et clairement commandé dans le cadre d'une campagne de dénigrement visant à espionner les membres du parti opposé. On pourrait facilement faire valoir que le FBI a abusé de ses extraordinaires pouvoirs de police d'État pour subvertir le processus démocratique.

Le FBI, sous l'autorité de James Comey, a également tenté d'utiliser l'agent Steele pour de

futures recherches, mais en a abandonné l'idée après que des extraits du dossier ont commencé à faire surface dans les médias, rendant politiquement impossible de maintenir une telle relation. C'est dans un article de février du *Washington Post* :

“L'ancien espion britannique, auteur d'un dossier controversé, rédigé à la demande des opposants politiques de Donald Trump, accusant le bureau de campagne de Trump de liens avec la Russie, a conclu un accord avec le FBI quelques semaines avant les élections pour continuer son travail en échange d'une rémunération, selon plusieurs personnes familières avec cet arrangement. L'accord visant à indemniser l'ancien agent du MI6, Christopher Steele, est intervenu alors que les services de renseignement américains étaient parvenus à un consensus selon lequel les Russes avaient interféré dans l'élection présidentielle en orchestrant le piratage des comptes courriels du Parti démocrate (...)

En fin de compte, le FBI n'a pas payé Steele. Les communications entre le bureau et l'ancien espion ont été interrompues car le dossier, désormais célèbre, de Steele a fait l'objet de reportages, d'enquêtes du Congrès et de démentis présidentiels, selon des personnes connaissant l'arrangement et s'exprimant anonymement car elles ne sont pas autorisées à discuter du sujet. » (“FBI once planned to pay former British spy who authored controversial Trump dossier”, *Washington Post*).

Le fait que le FBI soit disposé à construire son enquête sur les bases de revendications sensationnalistes et non vérifiées du dossier DNC, suggère que le véritable motif n'était pas de révéler la collusion entre Trump et Moscou ou même de découvrir des preuves liées aux actes de piratage. Le véritable but était de diffamer la Russie et de faire dérailler les efforts de Trump en faveur d'une détente.

Il convient également de noter que le premier rapport de Steele affirme une invraisemblance ; que « *les autorités russes cultivaient et soutenaient le candidat présidentiel américain Trump depuis au moins 5 ans* ». (Il y a 5 ans, personne ne pouvait imaginer que Trump se présenterait à la présidence). Le rapport détaille également des actes sexuels pervers impliquant Trump et des prostituées en train d'uriner, dans un hôtel à Moscou (totalement faux, bien sûr). Le point sur lequel nous essayons d'insister est que le premier rapport de Steele portait sur la corruption, la perversion et le chantage, alors que le deuxième a complètement changé de direction en se focalisant sur des opérations de cyberespionnage contre des cibles étrangères.

Pourquoi ?

C'est parce que, le 22 juillet 2016, quelques jours avant la Convention nationale démocrate, WikiLeaks a publié 20 000 courriels piratés provenant des ordinateurs de la DNC révélant le fonctionnement interne corrompu de l'establishment démocrate. En réponse, Steele a décidé d'élaborer une histoire qui soutiendrait le plan des Démocrates d'accuser les Russes pour le cloaque moral qu'ils avaient eux-mêmes créé. En d'autres termes, son rapport était une façon de « *faire avaler la couleuvre* ».

Le rapport de Steele datant de juillet a contribué à soutenir le scénario du « *piratage* », qui fut de plus renforcé par la douteuse analyse des serveurs du DNC effectuée par CrowdStrike, « *une société privée cofondée par un virulent russe anti-Poutine* ».

Le thème du piratage a également été propulsé par le déluge d'articles sans contenu et

sans fondement qui ont fait leur apparition dans les médias, comme ce joyau du *Washington Post* :

“Les pirates du gouvernement russe ont pénétré le réseau informatique du Comité national démocrate et ont accédé à toute les données concernant leurs recherches sur l’opposant républicain Donald Trump, selon des responsables du comité et des experts en sécurité qui ont réagi à propos de ce piratage.

Les intrus ont tellement compromis le système informatique du DNC qu’ils ont également été en mesure de lire tout les courriels et les échanges sur les réseaux sociaux, ont déclaré les responsables du DNC et les experts en sécurité.

L’intrusion dans le système informatique du DNC n’était que l’une des nombreuses tentatives ciblant des organisations politiques américaines. Les réseaux des candidats à la présidentielle, Hillary Clinton et Donald Trump, ont également été pris pour cible par les espions russes (...) “(Russian government hackers penetrated DNC, stole opposition research on Trump”, *Washington Post*)

Ce qui est remarquable à propos de l’extrait ci-dessus est qu’il suit la même technique de propagande que presque tous les autres articles sur le sujet. Contrairement aux préparatifs de la guerre contre l’Irak, où les journalistes du *New York Times* ont tout mis en œuvre pour créer un scénario crédible qui incluait des références aux tubes en aluminium, à l’uranium nigérien, aux laboratoires d’armes mobiles, etc., avec des preuves ou des témoins oculaires, les grands médias n’essayent même plus de consolider leurs histoires avec des preuves ou des témoignages. Les médias disent maintenant tout simplement aux gens ce qu’ils veulent qu’ils pensent et en restent là. Même ainsi, il n’y a pas besoin d’une profonde analyse critique pour voir les failles dans cette histoire de piratage russe. Il suffit de suspendre son jugement suffisamment longtemps pour voir que les principales affirmations émanent toutes de mêmes sources (Démocrates) qui ont toutes les raisons d’induire le public en erreur. Voici un extrait de l’article de Joe Lauria qui résume parfaitement cela :

“Les deux sources à l’origine des allégations affirmant que la Russie s’est mêlée des élections de 2016 (...) ont été payées par le Comité national démocrate et, dans un cas également, par le bureau de campagne de Clinton : le dossier Steele et l’analyse par CrowdStrike des serveurs du DNC.”

Réfléchissez-y une minute...

En d’autres termes, toutes les accusations à la base du *Russiagate*, prises pour argent comptant par les partisans démocrates et des membres de la Résistance anti-Trump, remontent à des affirmations pour lesquelles les Démocrates ont payé ou qu’ils ont fabriquées eux-mêmes.

Si pour un moment on pouvait leur faire oublier la haine parfois justifiée que beaucoup de gens ressentent envers Trump, il serait impossible d’éviter l’impression que le scandale aurait pu être monté par le DNC et le camp Clinton, en ligue avec les chefs du renseignement d’Obama, pour servir leurs politiques et objectifs géopolitiques. (“The Democratic Money Behind Russia-gate”, *Consortium News*).

Le *Russiagate* est une totale invention du Parti démocrate. Les deux sources d’information

(Crowdstrike et Steele) ont été choisies par les membres de la hiérarchie démocrate (par leurs intermédiaires) pour créer des histoires qui coïncident avec leurs objectifs politiques. En raison de la partialité évidente des personnes qui ont financé les opérations, ni les méthodes ni les informations ne peuvent être fiables. Mais ce n'est qu'une partie de l'histoire. L'histoire la plus importante a trait au rôle joué par les principaux organismes de renseignement et d'application de la loi du pays. Et c'est là que nous voyons des signes de corruption institutionnelle à une échelle vraiment colossale.

Comme nous l'avons noté plus tôt, la campagne de dénigrement de Clinton aurait probablement pris fin après le décompte des votes si les agences de renseignement, en particulier la CIA, n'avaient pas décidé que cette histoire de piratage pouvait être utilisée pour infliger plus de dommages à la Russie. Ce n'était pas la décision de Clinton de rassembler plus d'informations pour le dossier, mais d'autres personnes dont les motifs sont restés largement dissimulés. Qui sont-ils ?

Selon une chronologie tirée du *Daily Caller* :

Novembre : le contrat entre les Démocrates, Fusion et Steele se termine avec la campagne présidentielle.

18 novembre : le sénateur de l'Arizona, John McCain, et un ancien assistant, David Kramer, sont informés de l'existence du dossier par un associé de Steele, ancien diplomate britannique, Sir Andrew Wood. Kramer se rend à Londres plus tard dans le mois pour rencontrer Steele et en savoir plus sur le dossier. Steele transmet une copie du dossier à Fusion, Kramer et McCain.

9 décembre : McCain fournit une copie du dossier au directeur du FBI, James Comey, lors d'une réunion au bureau de ce dernier.

13 décembre : Steele écrit la conclusion du dossier. Celui-ci allègue qu'un expert en technologie russe a utilisé ses propres sociétés pour pirater le système de messagerie du DNC. Cet expert, Alexei Gubarev, a nié ces allégations après la publication du dossier par *BuzzFeed*, le 10 janvier 2017. Il poursuit en justice à la fois *BuzzFeed* et Steele.

6 janvier : Comey et d'autres responsables de la communauté du renseignement informent le président élu Trump de certaines des accusations formulées dans le dossier.

10 janvier : *CNN* rapporte que le briefing de Trump a eu lieu quatre jours plus tôt. Citant ce rapport en justification, *BuzzFeed* publie le dossier. (*Daily Mail*).

John McCain ? Est-ce celui dont on parle ? Est-ce que c'est McCain qui a payé l'ancien agent du MI6, Christopher Steele, pour ajouter un autre rapport au dossier ? Pourquoi ?

Est-il si difficile d'imaginer qu'un vautour de la politique étrangère, russophobe, comme McCain – qui a exprimé sa haine farouche envers Vladimir Poutine devant le Sénat – engagerait un agent libre comme Steele pour créer une histoire qui diaboliserait davantage la Russie, découragerait Trump de normaliser les relations avec Moscou et renforcerait la théorie que le Kremlin s'est ingéré dans les élections de 2016 ?

Est-ce que cela signifie que McCain a peut-être suggéré à Steele (ou à ses intermédiaires) ce qu'il voulait que le projet final dise ?

Cela semble très probable. Et voici autre chose à ruminer. Cela vient de *Business Insider* :

“Steele (...) a remis le dossier au sénateur républicain John McCain. McCain l’a alors donné au directeur du FBI de l’époque, James Comey. Comey, ainsi que l’ancien directeur du renseignement national, James Clapper, et l’ancien directeur de la CIA, John Brennan, ont informé, en janvier dernier, le président Barack Obama et le président élu Trump des allégations contenues dans dossier.

Les responsables du renseignement ont délibérément omis d’insérer ce dossier dans le rapport de renseignement sur les interférences électorales de la Russie, qu’ils ont rendu public en janvier dernier, parce qu’ils ne voulaient pas révéler quelques détails qu’ils avaient corroborés, selon CNN.” (“Mueller reportedly interviewed the author of the Trump-Russia dossier — here’s what it alleges, and how it aligned with reality”, *Business Insider*).

C’est un aveu accablant que *l’Intelligence Community Assessment (ICA)*, qui a été publiée le 6 janvier et qui était censée fournir une preuve irréfutable du piratage et de la collusion avec la Russie, a été construite (au moins en partie) sur des allégations sans contenu provenant du si sommaire “*dossier Trump*”. L’ancien directeur de la CIA, John Brennan, a réfuté cette accusation, mais il y a des preuves circonstanciées significatives suggérant qu’elle est vraie.

Le 9 décembre 2016, le *Washington Post* a rapporté que la CIA avait déterminé que le piratage russe avait été mené pour renforcer Trump et affaiblir Clinton pendant la campagne présidentielle. La même théorie que celle mise en avant dans le rapport de l’ICA juste un mois plus tard. Il semble que Brennan et ses analystes du renseignement « *triés sur le volet* » aient décidé de scruter soigneusement le dossier en sélectionnant les allégations les plus crédibles à intégrer dans leur douteuse évaluation de renseignements. Ainsi, même si de grandes parties du dossier ont été abandonnées, le rapport lui-même a servi de base à l’ICA.

Brennan a été le fer de lance de la campagne anti-Russie, dès le départ. Dès août 2016, Brennan donnait des briefings classifiés à des membres du Congrès pour y exprimer sa conviction que Moscou aidait Trump à remporter l’élection. L’ancien directeur n’a offert aucune preuve pour étayer ses déclarations et n’en a toujours pas fourni. C’est aussi Brennan qui a progressivement persuadé Clapper, Comey et Morrell de rejoindre son djihad anti-Russie, bien que tous aient été des participants réticents au début. Ont-ils été convaincus par des preuves secrètes convaincantes qui sont dissimulées au grand public ?

Peu probable. Il est plus probable que Brennan ait été simplement capable de les convaincre que le puissant establishment de la politique étrangère exigeait leur coopération sur une question qui aurait un impact grave sur les plans impériaux de Washington concernant la Syrie, l’Ukraine, l’Asie centrale et au-delà.

Certains lecteurs se rappelleront peut-être que Brennan a témoigné devant le Congrès, le 23 mai, et y a déclaré :

*BRENNAN : “J’ai trouvé et suis au courant d’informations et de renseignements révélant des contacts et des interactions entre des responsables russes et des américains impliqués dans la campagne Trump, informations qui m’inquiètent à cause des efforts russes bien connus pour suborner de tels individus. Cela m’a, encore une fois, inquiété de savoir si les Russes*

ont pu obtenir la coopération de ces individus.”

Il est clair que Brennan n’avait aucune « *information ou renseignement* » qui conduirait un homme raisonnable à penser que quelqu’un dans l’entourage de Trump était en collusion avec des fonctionnaires russes ou des agents. Toute l’histoire est cousue de fil blanc. L’information inquiétante est plutôt que Brennan, qui était un partisan affiché d’Hillary et également un critique acerbe de Trump, utilisait les pouvoirs de surveillance intrusifs de la CIA pour espionner un parti politique rival, en plein cœur de la campagne présidentielle. Si ce n’est pas un exemple flagrant de subversion de la démocratie, alors qu’est-ce que c’est ? Voici un extrait du *Washington Times* :

“C’est le directeur de la CIA de l’époque, John O. Brennan, proche confident de M. Obama, qui a fourni l’information - ce qu’il a appelé la ‘base’ - pour que le FBI entame l’enquête de contre-espionnage l’été dernier (...) Brennan a déclaré à la Commission du renseignement de la Chambre, le 23 mai, que la communauté du renseignement collectait des informations sur les associés de Trump qui cherchaient à établir des contacts avec les Russes (...)

Puis il a dit qu’il pensait que les contacts étaient assez nombreux pour alerter le FBI, qui a commencé son enquête sur les associés de Trump ce même mois de juillet, selon le précédent témoignage du directeur de l’époque, James B. Comey.” (The Washington Times).

Tout a donc commencé avec Brennan, il est le meneur de ce plan douteux. Mais Brennan ne fonctionnait pas comme agent libre poursuivant son propre ordre du jour politique, plutôt comme gros bras au service du puissant establishment de la politique étrangère qui comprend les dirigeants de *Big Oil*, Wall Street, et les fabricants d’armes. Ce sont les grands patrons qui tiennent Brennan en laisse et lui donnent ses ordres de marche. C’est ainsi que la puissance fonctionne en Amérique.

Ainsi, alors que la piste financière peut nous amener au DNC et au bureau de campagne d’Hillary, les racines du *Russiagate* s’étendent bien au-delà des politiciens, jusqu’aux membres les plus élevés de l’État Permanent.

Mike Whitney

Article original en anglais :



[Is Hillary Just the “Fall Guy” for the Intel Agencies and Their Moneybag Bosses?](#)

CounterPunch et [UNZ Review](#), le 9 novembre 2017

Traduit par Wayan, relu par Cat pour [le Saker Francophone](#).

La source originale de cet article est [UNZ Review](#)

Copyright © [Mike Whitney](#), [UNZ Review](#), 2017

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)